



BULLETIN DE LA SECURITE AFRICAINE

UNE PUBLICATION DU CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Atténuer le radicalisme dans le nord du Nigeria

PAR MICHAEL OLUFEMI SODIPO

- ◆ Boko Haram et d'autres groupes islamistes violents ont réussi à exploiter les griefs au sujet de la pauvreté généralisée, de la corruption au sein du gouvernement, des divisions ethno-religieuses et des abus commis par les forces de sécurité pour alimenter l'essor de la radicalisation islamique dans le nord du Nigeria.
- ◆ La participation active des jeunes et des communautés à des programmes de consolidation de la paix qui facilitent les contacts entre des personnes de milieux disparates, apprennent les valeurs de la tolérance et encouragent la résolution non violente des conflits a permis de diminuer les préjugés et d'atténuer l'attrait pour les idéologies radicales.
- ◆ La lutte contre la radicalisation nécessite toute une gamme d'initiatives, dont l'arrestation des chefs extrémistes, des investissements soutenus en faveur du développement dans les communautés marginalisées, la promotion des principes d'inclusion pour réduire la propagation de l'idéologie extrémiste et la réadaptation des anciens combattants radicalisés.

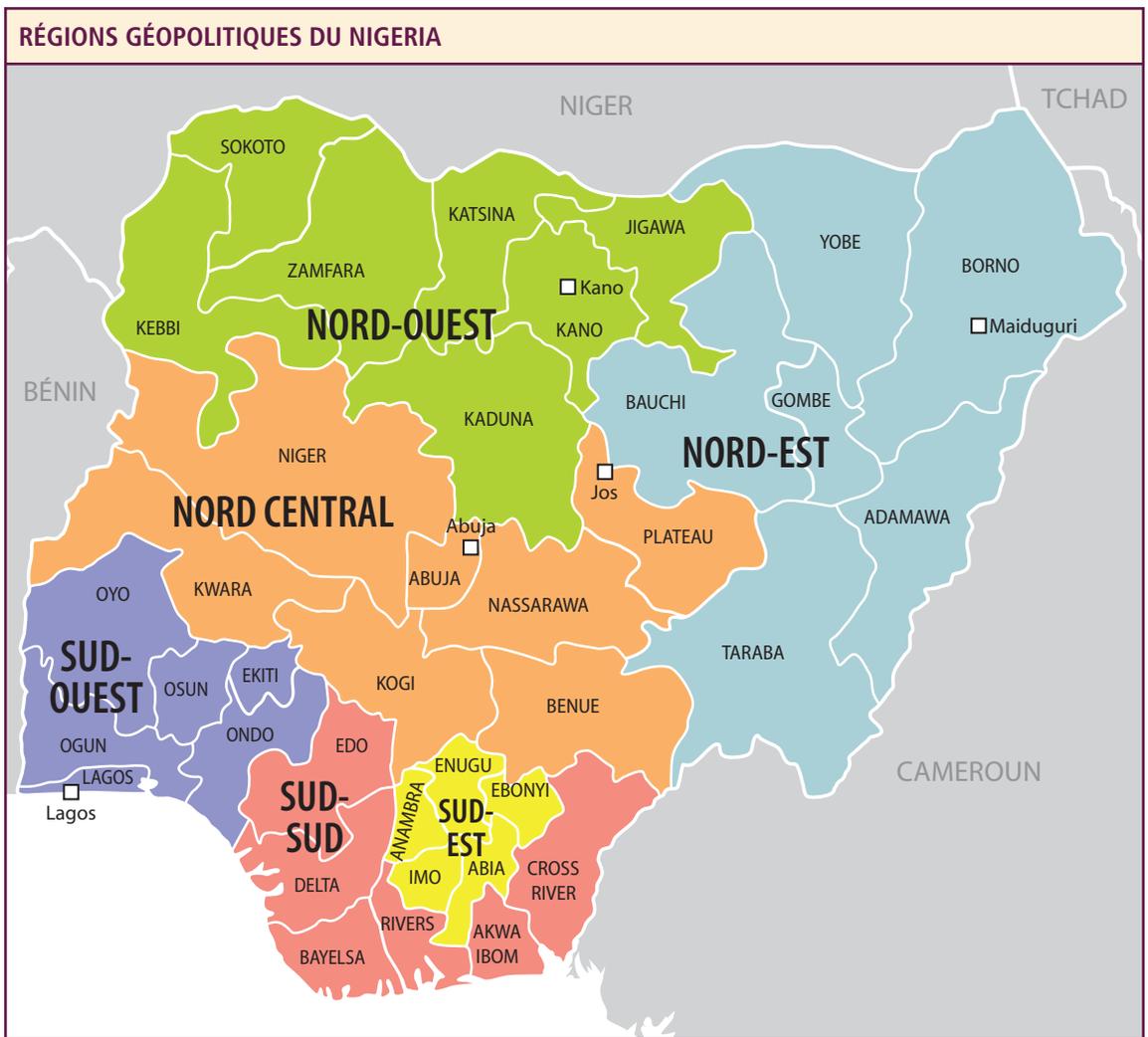
POINTS SAILLANTS

Le nord du Nigeria a connu une forte augmentation de la radicalisation des jeunes et des groupes militants islamistes virulents depuis 2009. Le classement du Nigeria dans l'Indice du terrorisme mondial est passé de la 16e place en 2008 à la 6e place (à égalité avec la Somalie) sur 158 pays à la fin 2011¹. Il y a eu 168 attentats terroristes enregistrés officiellement pour l'année 2011. Suite aux attentats dans le nord-est, le président Goodluck Jonathan a déclaré l'état d'urgence en mai 2013 dans les États d'Adamawa, de Borno et de Yobe. De nombreux Nigériens se demandent si leur pays se dirige vers la guerre civile².

En tête des groupes responsables de cette intensification de la violence se trouve Boko Haram, une secte islamiste militante qui veut imposer la charia dans tout le Nigeria. Un sentiment d'inquiétude règne maintenant dans le nord du pays. Un grand nombre de gens ont peur de mentionner ouvertement le nom « Boko Haram », qui est devenu synonyme de violence et de destruction. Ce groupe a lancé des centaines d'attaques concertées dans tout le nord depuis juillet 2009 qui ont fait plus de 6 000 morts et des dizaines de milliers de personnes déplacées. Ses cibles comprennent les forces

de sécurité, des chrétiens et des musulmans accusés de coopérer avec les autorités³. Il soudoie des enfants pour qu'ils lui signalent leurs voisins qui ne sympathisent pas avec lui et il oblige les prisonniers qu'il libère de prison à entrer dans ses rangs même s'ils ne partagent pas son idéologie⁴. Ses nombreux attentats ont visé des postes de police, des installations militaires, des églises, des écoles, des tavernes, des bureaux de journaux et le bâtiment de l'ONU dans la capitale, Abuja. Les habitants du pays ont peur autant de Boko Haram que des forces de sécurité publique, celles-ci ayant été accusées de violations des droits de l'homme. À chaque affrontement entre les forces de sécurité et les combattants de Boko Haram, le nombre des victimes civiles augmente. Quand les forces de sécurité sont redéployées ailleurs après avoir affirmé qu'ils ont repoussé Boko Haram, les militants reviennent, se regroupent et cherchent à se venger. En conséquence, les activités sociales et économiques diminuent énormément dans les États du nord, les communautés se divisent et l'anxiété générale augmente.

L'insurrection dans le nord du Nigeria est une préoccupation dans le domaine de la sécurité non seulement



du Nigeria, mais aussi de la région subsaharienne plus vaste et de la communauté internationale. La campagne violente de Boko Haram s'est intensifiée sur le plan des capacités (utilisation d'attentats suicides et d'engins explosifs improvisés), du nombre de membres (qui comprennent maintenant des combattants étrangers venus du Tchad, de la Mauritanie, du Niger, de la Somalie et du Soudan) et de la formation de factions dissidentes. La plus importante d'entre elles est Ansaru (son nom complet en arabe est *Jama'atu Ansarul Muslimina Fi Biladis Sudan* et il signifie « Avant-garde pour la protection des musulmans en Afrique noire »), qui a été créé en janvier 2012 et vise les occidentaux au Nigeria et dans les pays voisins. La fréquence et la complexité des attentats ont progressé régulièrement, ce qui traduit une amélioration de la planification et du financement. L'enlèvement en

février 2013 par Boko Haram de touristes français, le meurtre par Ansaru de sept employés étrangers d'une société de construction dans le nord du Nigeria et la participation de combattants de ces groupes au conflit au Mali révèlent, en outre, leurs visées internationales.

Il ne faut pas sous-estimer l'importance stratégique du Nigeria pour le mouvement djihadiste mondial. Avec une population de 167 millions d'habitants, dont 19 % ont entre 15 et 24 ans, le Nigeria est le pays le plus peuplé d'Afrique. Sa population musulmane (environ 75 millions de personnes) est la sixième au monde. C'est également le plus gros producteur de pétrole de l'Afrique et son économie est la deuxième du continent. Des Nigériens ont été liés à des complots terroristes internationaux, et des djihadistes ne venant pas d'Afrique ont cherché à recruter au Nigeria⁵. Si le Nigeria et ses partenaires n'arrivent pas à régler le problème de la radicalisation croissante des jeunes nigériens et des tensions ethno-religieuses qui s'enveniment à travers le pays, un grand nombre des habitants pauvres et marginalisés du nord de ce pays continueront d'adhérer à des groupes islamistes radi-

Michael Olufemi Sodipo est le fondateur et le coordinateur du Réseau des initiatives pour la paix à Kano, au Nigeria.

caux. Cela transformera le nord en un centre d'insécurité et aura des implications sur le plan de la sécurité et de l'économie pour la région toute entière et les partenaires internationaux.

GENÈSE DE LA RADICALISATION DANS LE NORD DU NIGERIA

Bien que le radicalisme islamiste violent dans le nord du Nigeria ait connu une forte hausse ces dix dernières années, le concept du djihad au Nigeria a des origines historiques anciennes. De 1802 à 1812, Ousmane dan Fodio a mené un djihad et créé un grand empire qui est devenu le Califat de Sokoto et s'étendait dans le nord du Nigeria et une partie du Niger⁶. La révolution sociale et politique de dan Fodio contre ce qu'il considérait comme la cupidité et la violation de la charia par les élites musulmanes africaines était extrêmement populaire. Le Califat représentait également un étendard islamique de la résistance à la conquête coloniale, le rejet du gouvernement séculier et la constitution d'un réseau régional de mouvements islamiques au Nigeria et au-delà.

Au début des années 1900, les colons britanniques ont étendu leur contrôle vers le nord, y compris sur le Califat de Sokoto. Mais les protectorats établis en conséquence dans le nord et le sud du Nigeria étaient gouvernés séparément à cause de leurs différences culturelles jusqu'en 1914 lorsqu'ils ont finalement été fusionnés par les Britanniques pour des raisons économiques. Même après l'unification, le nord et le sud sont restés séparés car le système colonial de gouvernement indirect—qui gouvernait les protectorats par l'intermédiaire de chefs locaux—n'a fait qu'institutionnaliser les divisions existantes. Avec la construction de l'infrastructure—comme de nouvelles voies ferrées—les travailleurs migrants et les commerçants du sud se sont installés dans des agglomérations à la périphérie de la plupart des grandes villes du nord. L'effet de ces *sabon gari* (« quartiers des étrangers » en haoussa) fut la concentration d'Ibos et de Yorubas chrétiens originaires du sud dans des quartiers homogènes à l'intérieur de villes musulmanes haoussas-peules. Cela a provoqué une dichotomie marquée entre les indigènes et les colons qui est devenue un outil puissant par lequel les politiciens ont mobilisé leurs partisans à des fins politiques limitées.

La progression rapide du nouveau religieux islamique et chrétien dans les années 1970 a jeté le fondement du radicalisme contemporain dans le nord du Nigeria. La tendance rigoriste des fidèles des deux religions dans cette région a provoqué l'apparition d'acteurs politiques de plus en plus zélés. La révolution de 1979 en Iran, qui a porté au pouvoir un gouvernement islamique, a inspiré un grand nombre des musulmans du nord du Nigeria. Des mouvements islamistes radicaux, comme celui des Frères musulmans, qui devint ensuite le Mouvement islamique au Nigeria, dirigé par le cheikh Ibrahim Zakzaky de l'État de Kaduna, ont introduit une version

chiite pro-iranienne militante de l'Islam dans le nord du Nigeria dans les années 1980.

Parallèlement, le mouvement Maitatsine, qui avait été actif depuis le début des années 1970, est devenu le premier groupe extrémiste violent du Nigeria⁷. Cette secte était opposée pour des raisons idéologiques à la modernisation et abhorrait l'utilisation de tout ce qui était perçu comme étant occidental. Le fondateur de ce mouvement, Muhammad Marwa, un prédicateur islamique qui avait quitté le Cameroun pour s'installer à Kano en 1945, avait reçu le surnom de *Maitatsine* (« celui qui lance des imprécations » en haoussa) à cause de ses prêches provocants contre les musulmans modérés et le gouvernement. Le groupe de Maitatsine s'en est pris à l'ordre islamique établi et a monté des éléments marginalisés de la population contre les élites urbaines. Les émeutes qu'il a provoquées ont commencé à Kano pendant l'été 1980 et ont gagné d'autres régions du nord du Nigeria pour continuer même après la mort de Marwa, tué par les forces de sécurité nigérianes en décembre de cette même année. Ces émeutes ont fait 4 177 morts. Le mouvement Maitatsine a introduit un grand nombre des tactiques qui sont devenues courantes dans la radicalisation islamique actuelle au Nigeria, y compris la mobilisation des communautés pauvres contre les musulmans établis des villes, la justification de la violence contre les non-musulmans, l'identification avec les mouvements islamiques mondiaux et l'intégration de tactiques djihadistes mondiales dans les opérations locales.

Le rôle du Nigeria dans la montée en puissance mondiale de la radicalisation suite au 11 septembre 2001 se manifeste de différentes façons. Des ressortissants nigériens se trouvaient parmi les quelques Africains arrêtés en Afghanistan pour avoir, semble-t-il, combattu aux côtés des Taliban. Dans les mois qui ont suivi les attentats du 11 septembre, 7 sur 10 des garçons nés dans un hôpital de Kano ont été nommés Oussama⁸. En 2002, Oussama ben Laden a appelé les musulmans à se rebeller dans deux pays africains seulement : le Maroc et le Nigeria⁹. D'autres facteurs ont permis au monde de se rendre compte de la radicalisation religieuse dans le nord du Nigeria : la résistance aux campagnes d'éradication de la polio, qui étaient considérées comme un complot occidental pour stériliser les musulmans, les émeutes sanglantes de 2002 provoquées par la publication d'un article dans un journal national qui prenait à la légère les objections des musulmans à la tenue du concours de beauté Miss Monde au Nigeria, et les protestations violentes de 2006 après la publication dans un journal danois de dessins humoristiques du prophète Mahomet, qui ont provoqué 130 morts au Nigeria, soit davantage que dans tout autre pays.

Boko Haram, fondé vers 2002 par Mohammed Yusuf, est la dernière incarnation en date de ces tendances anciennes. Avec le même objectif que les djihadistes précédents, à savoir l'islamisation du Nigeria, Boko Haram affirme que la corruption généralisée au sein du gouvernement, l'exclusion de la vie politique et les inégalités

DIFFÉRENCES RÉGIONALES SUR LE PLAN DE LA QUALITÉ DE LA VIE

Région	Alphabétisation des jeunes (% 5-16 ans)	Scolarisation primaire (%)	Scolarisation secondaire (%)	Meilleur accès à l'eau potable (%)	Meilleur accès à l'hygiène (%)	Petites et moyennes entreprises pour 100 000	Regarde la télévision une fois par semaine (%)	Lit un journal une fois par semaine (%)
Nord-Est	18	43	24	39	28	9	19	9
Nord-Ouest	24	37	21	47	37	13	21	10
Nord central	43	67	41	51	27	18	49	19
Sud-Ouest	78	79	64	73	26	20	73	21
Sud-Sud	70	80	59	63	32	14	75	30
Sud-Est	66	79	58	71	41	15	52	27

Sources: Bureau national de la statistique du Nigeria, Commission nationale de la population du Nigeria et Agence des États-Unis pour le développement international. Les chiffres de l'enquête concernant « l'eau potable » et « l'hygiène » datent de 2012, tous les autres datent de 2010.

sociales disparaîtraient si le pays adoptait son concept rigoriste de l'Islam. Il cherche également à nouer des liens avec le réseau djihadiste international. Depuis 2009, Boko Haram a surpassé le niveau d'expression violente du mouvement Maitatsine.

LA DYNAMIQUE À LA BASE DE LA RADICALISATION

La radicalisation est un processus par lequel une personne ou un groupe adopte des idéaux extrêmes dans le domaine politique, social ou religieux qui rejettent le statu quo, contestent les idées contemporaines au sujet de la liberté de choix et d'expression, et admettent la violence—y compris la commission d'actes terroristes—pour atteindre des objectifs idéologiques. Elle commence en général par des changements dans la façon dont on s'identifie soi-même. Des griefs, souvent influencés par des préoccupations personnelles ou du groupe au sujet de questions locales et d'événements internationaux, alimentent ces changements¹⁰.

Au moment de l'indépendance en 1960, la méfiance mutuelle et des identités ethno-religieuses marquées dans le nord aussi bien que dans le sud ont empêché le développement d'une identité réellement pan-nigériane. La politique nigériane était et demeure caractérisée par une âpre concurrence pour obtenir des ressources socioéconomiques, l'État étant considéré comme le principal dispensateur de ces bénéfices. « Cette concurrence... encourage le recours à des identités particularistes, à un tel point que la loyauté vis-à-vis des communautés ethniques l'emporte sur la loyauté nationale¹¹. » Dans la concurrence pour l'attribution du pouvoir politique et des ressources, les sentiments ethno-religieux sont exploités.

L'attrait de groupes comme Boko Haram dans le nord du Nigeria tient en grande partie au rapport entre le chômage des jeunes, les opportunités économiques limitées et l'apparition du terrorisme¹². Les *Almajiri*—des enfants pauvres envoyés loin de chez eux pour étudier l'Islam auprès de maîtres coraniques—se retrouvent donc sans argent, peu ou pas du tout scolarisés, obligés de mendier

pour survivre et sont souvent entraînés dans les conflits religieux. En 2006, il y avait 1,2 million d'*almajiri* dans le seul État de Kano. La pauvreté répandue conduit aussi à la radicalisation. Dans un pays qui, selon les chiffres officiels, a gagné environ 50 milliards de dollars de recettes pétrolières en 2012¹³, 70 % de la population du nord vit au-dessous du seuil de la pauvreté, et le nord à majorité musulmane a un taux de chômage plus élevé que la moyenne nationale¹⁴ (voir le tableau).

ATTÉNUER LA RADICALISATION DES JEUNES ET LES TENSIONS ETHNO-RELIGIEUSES

Le Club de la paix, un projet du Réseau des initiatives pour la paix (PIN), a été inauguré à Kano le 27 mai 2006, qui était la journée de l'enfant au Nigeria. Il a pour mission de promouvoir la tolérance, le dialogue et la compréhension par l'éducation au sujet de la paix et par les sports d'équipe parmi les jeunes de communautés et de milieux divers dans le nord du Nigeria—des musulmans et des chrétiens, des descendants des indigènes et des colons. Le club avait 50 membres à ses débuts (30 garçons et 20 filles) venant de 7 lycées de Kano. Il en a maintenant plus de 8 000 venant de 60 lycées et établissements d'enseignement supérieur (avec 1 625 diplômés) dans 4 États du nord : Kano, Kaduna, le Plateau et Gombe.

Le club a été créé pour : 1) promouvoir les contacts entre les jeunes de milieux différents pour réduire les tensions ethno-religieuses, 2) donner davantage de moyens à une société qui aspire à la paix au Nigeria et 3) aider ses membres à améliorer leurs compétences dans le domaine du leadership, de la résolution collaborative de problèmes et de l'établissement de relations entre les cultures.

Les jeunes musulmans et chrétiens de plusieurs groupes ethniques reçoivent une formation de médiateurs au sein de leurs pairs et de conseillers en développement personnel pour encourager les valeurs de la tolérance et de la résolution non violente des conflits. À partir de modèles et de meilleures pratiques provenant d'Irlande du Nord et d'autres sociétés touchées par des conflits, des

L'INITIATIVE DU CLUB DE LA PAIX

*J'ai appris à voir les choses du point de vue [des autres membres du Club de la paix]. Je me suis fait plein d'amis, mais il y en a une—Dayo—elle vient de l'ouest du pays et moi, je suis du nord du pays. Nous avons commencé ensemble ; nous sommes devenus membres du Club de la paix ensemble. Et j'ai appris tout plein de choses sur les gens de l'ouest, et elle a aussi appris tout plein de choses sur les gens du nord. Nous sommes différents, nous vivons tous dans le même pays, mais nous avons tellement de choses merveilleuses à partager.*¹⁵

- Abdulmalik, 19 ans

médiateurs, des conseillers et, parfois, des leaders respectés de la communauté apprennent aux membres à remettre en question les préjugés et les stéréotypes ethniques—à penser et à agir comme des citoyens du monde. Par l'intermédiaire de conférences publiques organisées, de programmes interscolaires et de camps d'été pour la paix, le club favorise également une démarche constructive au sujet de l'inclusion et la diversité en appréciant les différences religieuses, ethniques, linguistiques entre les sexes. Ceci est particulièrement important parce que la plupart des écoles de Kano sont séparées par sexe et ethnies.

« le club favorise également une démarche constructive au sujet de l'inclusion et la diversité en appréciant les différences religieuses, ethniques, entre les sexes et linguistiques »

Les membres du Club de la paix se réunissent une fois par semaine. Les réunions commencent d'habitude par un match sportif. Lorsqu'il y a des injustices pendant le match—par exemple, lorsque des joueurs plus jeunes ou des filles n'ont jamais le ballon—le conseiller arrête le match. Les membres discutent alors des moyens de modifier les règles du jeu pour les rendre plus équitables. Ils peuvent décider, par exemple, qu'un but marqué par une fille compte double. C'est comme ça que les membres apprennent à s'encourager à trouver des stratégies innovatrices qui font appel à tous les membres de l'équipe. Cette démarche a un effet impressionnant : les jeunes jouent souvent le rôle de conseillers eux-mêmes.

Au tout début du club, il y avait de temps en temps des bagarres entre des membres venant de différents milieux et ces altercations présentaient aussi des opportunités importantes, par exemple sur les façons de faire face aux différences, aux préjugés au sujet des autres cultures et aux valeurs différentes. Maintenant, tous les différends et toutes les activités du club se terminent par une discussion sur ces sujets par tout le groupe. Bref, il n'y aurait pas d'apprentissage s'il n'y avait pas de conflit.

Les règles de la vie courante apprises en appartenant au club ont donné des moyens d'agir aux jeunes membres, accru leur bien-être psychologique et amélioré leur résilience, leur estime d'eux-mêmes, la manière dont ils travaillent en équipe, ainsi que leur respect des autres et

leurs rapports avec ceux-ci. Les attitudes de tolérance des membres du Club de la paix à l'égard des groupes identitaires différents sont devenues la norme. Yusuf Ibrahim, âgé de 17 ans, a évoqué cette transformation pendant l'évaluation d'un projet : « Avant de participer au programme, je détestais les chrétiens, mais grâce au Club de la paix, j'ai appris à les aimer et les apprécier ».

Les animateurs du Club de la paix (des formateurs spécialisés venant des écoles partenaires, d'organisations non gouvernementales locales et d'associations religieuses) font de grands efforts pour faire régner la confiance entre les membres. Ils organisent aussi indépendamment des activités, comme des dialogues entre les religions et des assemblées publiques auxquels participent des parents, des leaders communautaires et des associations religieuses pour favoriser la coexistence pacifique durable entre tous les groupes. L'une des façons de mesurer l'impact du projet est de constater son influence sur les parents des membres, dont un grand nombre ne voulaient pas que leurs enfants participent au début. Des contacts entre des parents, qui avaient disparu pendant les décennies de tensions ethno-religieuses, ont été renoués grâce à des programmes du Club de la paix. Des adultes de différentes ethnies s'invitent maintenant pour des cérémonies de nomination d'un enfant, des mariages et des funérailles, ce qui était très rare auparavant. Des enfants qui n'auraient jamais joué ensemble auparavant vont maintenant régulièrement chez d'autres membres, ce qui réduit les tensions ethno-religieuses et renforce la résilience de la communauté face à des facteurs qui pourraient déclencher des conflits futurs.

LES PROGRAMMES DE DÉRADICALISATION ET DE DÉSENGAGEMENT DANS D'AUTRES PAYS

Les Clubs de la paix ont réussi à atténuer l'animosité ethno-religieuse naissante, mais ils ne suffisent pas à eux seuls pour faire contrepoids à l'ampleur et à la portée de la radicalisation des jeunes dans le nord du Nigeria. Il faut adopter une approche de plus grande envergure. Des leçons tirées de programmes de déradicalisation et de désengagement entrepris par l'Arabie saoudite, Singapour et l'Indonésie, entre autres, permettent de mieux comprendre comment s'effectue la réadaptation des personnes qui sont déjà sous l'influence des idéologies radicales. Si l'on considère que les jeunes radicalisés sont « égarés

» ou que ce sont des victimes plutôt que des vauriens incorrigibles, cela ébranle les opinions extrémistes et perturbe les activités de ceux qui prônent la violence. Ces programmes révèlent au grand jour l'interprétation erronée des préceptes fondamentaux de l'islam proposée par les islamistes radicalisés en menant des campagnes au sujet des principes de la charia et des valeurs réelles de la religion musulmane ainsi que de l'importance de la tolérance. En Arabie saoudite, ce programme fait appel aux médias, à des campagnes nationales de solidarité contre le terrorisme, à l'amélioration de l'éducation publique, à la surveillance des prêches, à des conventions nationales sur le dialogue, à l'établissement de normes pour les organisations caritatives et à une coopération internationale accrue. Au Bangladesh, le gouvernement passe par le grand réseau d'organisations non gouvernementales du pays pour garantir que le programme est dirigé par des acteurs locaux et qu'il correspond à la situation spécifique de chaque communauté¹⁶. De nombreux pays organisent également des dialogues entre les religions—un cadre dans lequel des décideurs politiques, des chercheurs et des chefs religieux procèdent à des échanges de vues sur des questions religieuses, sociales et culturelles dans un esprit de respect, de tolérance mutuelle et d'entente.

Pour ceux qui sont déjà en prison à cause de leurs activités extrémistes, le programme saoudien a déterminé que seulement 10 % d'entre eux sont des militants irréductibles et que 90 % peuvent donc être réhabilités¹⁷. Le programme saoudien qui leur est destiné comprend une rééducation religieuse intensive, une réadaptation (assurer un avenir socialement stable par la formation professionnelle et des possibilités d'éducation) et un soutien psychosocial. Ce programme accorde également une grande importance à la fourniture d'un appui social non seulement à ceux qui sont en prison, mais aussi à leurs familles qui connaissent peut-être de graves difficultés financières à cause de l'emprisonnement d'un de leurs membres qui percevait un revenu. Un tel appui social aide également à prévenir la radicalisation des membres de la famille. Le gouvernement saoudien a fondé des établissements pénitentiaires spéciaux dans lesquels les prisonniers islamistes radicaux sont séparés non seulement des autres prisonniers de droit commun, mais aussi l'un de l'autre pour empêcher les prisons de devenir des viviers alimentant les réseaux terroristes.

Les leçons tirées d'un examen des programmes de 15 pays pour les extrémistes se trouvant déjà en prison indiquent qu'une combinaison de rééducation religieuse, de formation professionnelle et d'interlocuteurs crédibles (des religieux et d'anciens jeunes radicalisés) qui sont sensibles aux besoins personnels et psychologiques des prisonniers est essentielle. À cette action psychologique s'ajoutent des efforts visant à faciliter l'intégration des prisonniers dans des réseaux sociaux qui les coupent de l'extrémisme et à encourager systématiquement leur engagement à long terme envers leur famille, leur communauté et leur pays afin de rendre plus lourdes les conséquences personnelles

de la récidive¹⁸. Tout ceci en reconnaissance du fait qu'en plus des causes économiques et idéologiques, les jeunes adhèrent à des groupes radicaux parce cela leur donne un sentiment d'appartenance.

« si l'on considère que les jeunes radicalisés sont « égarés » ou que ce sont des victimes plutôt que des vauriens incorrigibles, cela ébranle les opinions extrémistes et perturbe les activités de ceux qui prônent la violence »

Les modèles saoudiens et singapouriens obtiennent énormément de succès—et ils sont dotés de gros moyens. Mais des programmes, comme ceux de l'Indonésie et du Bangladesh, peuvent réussir même si leurs moyens sont limités. L'important, c'est que le programme corresponde au contexte local. Un programme de rééducation et de réadaptation ne marchera que si un ancien radical arrive à trouver un autre réseau social qui ait une signification pour lui. La famille joue habituellement un rôle décisif, tout comme le soutien de la communauté et le travail. Le programme saoudien a constaté que la poursuite des rapports entre les anciens radicaux et ceux qui leur ont donné des conseils quand ils étaient en prison favorisait leur réinsertion après leur libération. Il faut également considérer l'environnement dans lequel seront réintégrés les anciens radicaux. En Indonésie, les conflits prenaient fin et cela a permis aux anciens radicaux de faire une transition pacifique lors de leur retour dans la société. Au Yémen, par contre, les conflits locaux empiraient au moment de la réinsertion des anciens radicaux, qui se sont donc retrouvés en plein milieu d'influences pro-radicales.

RECOMMANDATIONS

Remédier à l'extrémisme violent dans le nord du Nigeria nécessitera des interventions à chaque étape du processus de radicalisation qui comprendront le recours mesuré à la force, des investissements proactifs dans le développement pour répondre aux griefs socioéconomiques, la neutralisation des idéologies extrémistes et la réadaptation des personnes qui ont été radicalisées.

Une réponse plus intelligente du secteur de la sécurité. Étant donné que les dirigeants des groupes islamistes radicaux violents représentent une menace pour la sécurité, des initiatives gouvernementales pour identifier et appréhender ces personnes et limiter leur influence déstabilisatrice sont justifiées. Cependant, même si des réponses violentes arrivent à réprimer la rébellion pour un temps, lorsqu'elles sont exécutées indistinctement, elles radicalisent également des jeunes qui étaient déjà vulnérables et produisent de nouvelles ramifications de groupes extrémistes. Le secteur de la sécurité du Nigeria

doit donc réévaluer sa stratégie de contre-insurrection. Les opérations impulsées par le renseignement nécessitent des relations constantes avec la population locale. Pour établir la crédibilité du gouvernement et la confiance au sein des communautés locales requises pour produire ce niveau de coopération, des enquêtes approfondies doivent être menées sans attendre au sujet d'allégations de détention arbitraire, de recours à la torture et d'exécutions sommaires par les forces de sécurité du Nigeria.

La communauté internationale pourrait fournir des conseils au secteur de la sécurité du Nigeria sur les meilleurs pratiques. Des acteurs internationaux ont aussi un rôle à jouer dans la neutralisation des éléments extérieurs qui favorisent l'extrémisme violent : les sources de financement, les combattants étrangers, la propagande djihadiste, la formation par d'autres groupes radicalisés et la fertilisation croisée des tactiques avec ces groupes. Lorsqu'elles seront associées à des efforts des pouvoirs publics visant à nouer des liens crédibles avec les communautés locales, ces initiatives réduiront la violence et feront ralentir le recrutement des jeunes.

Un investissement intensif dans le développement du nord. La grande majorité des membres des groupes radicaux sont simplement des partisans ou des sympathisants motivés principalement par les difficultés économiques. Un grand nombre d'entre eux viennent de la très grande quantité de jeunes indigents du nord du Nigeria qui n'ont pas été scolarisés, qui n'ont aucune opportunité économique et qui assistent régulièrement à des affrontements ethno-religieux. Les acteurs du gouvernement et de la société civile devraient consacrer davantage de ressources à ces moteurs de la radicalisation. Un engagement manifeste en faveur d'une réduction marquée de la pauvreté et des taux insuffisants de scolarisation dans l'enseignement public jouera un rôle décisif pour éliminer le radicalisme violent. Donner aux citoyens les moyens de recevoir une éducation et une formation professionnelle de base rendrait ceux-ci capables de devenir des membres actifs et fonctionnels de la société. Si les jeunes trouvaient une raison d'être au sein d'une communauté, un grand nombre d'entre eux ne chercheraient pas à s'identifier à travers l'idéologie islamiste radicale.

S'attaquer à la corruption endémique et à la gouvernance médiocre. Les organisations radicales exploitent les jeunes désabusés qui ont l'impression d'être brutalisés par la culture d'impunité et d'abus de pouvoir de la classe politique. La corruption courante est responsable du manque de confiance dans le gouvernement et du sentiment de désespoir général qui caractérisent de nombreuses communautés du nord. La combinaison puissante des inégalités socioéconomiques et politiques encourage les expressions violentes de la radicalisation dans cette région. Le gouvernement nigérian devrait collaborer davantage avec les chefs religieux, les anciens des communautés et les acteurs de la société civile déjà établis dans les communautés du nord pour améliorer la supervision des activités des autorités et la confiance dans

les pouvoirs publics. Le gouvernement de l'État de Kano, qui fait appel à des organisations non gouvernementales locales pour superviser et évaluer les projets publics, offre un modèle innovateur à cet égard.

« un programme de rééducation et de réadaptation ne marchera que si un ancien radical arrive à trouver un autre réseau social qui ait une signification pour lui »

Offrir un espace sûr dans lequel les voix modérées peuvent se faire entendre. Les actions préventives visant à faire contrepoids à l'attrait des idéologies radicales parmi les jeunes doivent également être développées. Le gouvernement devrait encourager et faciliter davantage de discussions publiques et de dialogue transformateur entre les musulmans, les chrétiens et les dirigeants du secteur de la sécurité sur le terrain dans le nord du Nigeria pour favoriser l'harmonie entre les religions et l'entente mutuelle. Des actions à petite échelle, comme le travail des Clubs de la paix, ont énormément amélioré la vie des habitants de ces communautés. En invitant des musulmans et des chrétiens modérés à participer à des dialogues entre les religions et des réunions publiques sous la conduite d'un animateur et en proposant aux jeunes des façons créatives de réagir aux stéréotypes et aux préjugés, les communautés des Clubs de la paix sont désormais disposées à participer à des discussions et des débats publics sur les divisions ethno-religieuses et le conflit dans le nord du Nigeria. Il faut amplifier ce mouvement pour faire participer des membres des forces armées et de la police locale ainsi que des leaders communautaires. En favorisant les échanges sous la conduite d'un animateur qui s'écartent des messages incendiaires de certains radicaux islamistes et politiciens exploitaires, les communautés ethno-religieuses mixtes peuvent trouver leur propre voix et leur propre pouvoir par le dialogue. Avec la protection et le soutien plus réguliers de la police et du secteur de la sécurité en général, ces communautés deviendront des havres de modération.

Réformer les prisonniers radicalisés. En ce qui concerne les membres des groupes radicaux qui ont été emprisonnés, il faut qu'il y ait des programmes de réadaptation systématique pour leur permettre de jouer des rôles constructifs dans la société. Le gouvernement devrait s'inspirer, dans la mesure de ses moyens financiers, des exemples saoudiens et singapouriens pour réformer les combattants radicalisés qui ont été emprisonnés. Ces programmes ont démontré qu'il est important qu'un prisonnier radicalisé ait un interlocuteur ou un conseiller—quelqu'un qui peut entretenir un dialogue constant et faire preuve de compréhension, quelqu'un qui peut le guider par l'intermédiaire d'une rééducation religieuse et d'un soutien psychosocial—de façon à ce qu'il arrive à comprendre ses erreurs dans l'interprétation de l'islam et comment ses actions vont à l'encontre des principes

de cette religion. Un tel conseiller devrait être une personnalité respectée, comme un religieux modéré ou un leader radical réformé. Parallèlement, il faut prendre des dispositions pour s'assurer que les prisons ne deviennent pas des centres de recrutement des extrémistes.

Un élément qui se retrouve dans tous les programmes de réforme couronnés de succès est la formation professionnelle et la préparation du retour dans la société des anciens rebelles désormais dotés de compétences qui leur permettront de gagner leur vie de façon productive. De même, l'établissement d'un réseau social qui les coupe des influences pro-radicales est primordial pour que les anciens rebelles continuent de participer avec satisfaction à la vie communautaire et familiale, ce qui rend plus dur leur retour à l'extrémisme.

Il n'est pas nécessaire de compter sur le gouvernement pour mettre en œuvre un grand nombre de ces activités. Le Nigeria a une société civile très active qui pourrait se charger de l'organisation des programmes de déradicalisation et de désengagement. La communauté internationale pourrait financer ces programmes non gouvernementaux et offrir son expérience technique.

Réformer les communautés. Quoi que l'on fasse pour les anciens rebelles, s'il y a encore des influences pro-radicales lorsqu'ils retournent dans leurs communautés à leur sortie de prison, il y a plus de possibilités de récidive. Rien que pour le bien de la communauté, il vaut mieux mobiliser chaque personne et lui donner un sentiment d'appartenance de façon à empêcher le début même de la radicalisation. Le gouvernement devrait donc piloter des programmes visant à détourner la population en général de la radicalisation qui pourraient comprendre des campagnes nationales de solidarité contre le terrorisme, des programmes d'enseignement de la tolérance pour les autres religions dans l'éducation publique et la tenue de conventions nationales sur le dialogue.

NOTES

¹ 2012 *Global Terrorism Index: Capturing the Impact of Terrorism for the Last Decade* (Sydney: Institute for Economics & Peace, 5 décembre 2012), disponible à : <http://www.visionofhumanity.org/pdf/gti/2012_Global_Terrorism_Index_Report.pdf>.

² Roz Ben-Okagbue, "Drum Beats of War," *Premium Times* (Nigeria), 18 mai 2013.

³ *Spiraling Violence: Boko Haram Attacks and Security Force Abuses in Nigeria* (New York: Human Rights Watch, octobre 2012).

⁴ "Nigeria's Northern Insurgence: A City under Siege," *The Economist*, 25 mai 2013.

⁵ "Nigeria Seeks Extradition of al Qaeda Suspect to U.S.," Reuters, 6 août 2013.

⁶ *Democracy in Nigeria: Continuing Dialogue(s) for Nation-Building*, Capacity Building Series No 10 (Stockholm: Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, 2001), 3.

⁷ Abiodun Alao, "Islamic Radicalization and Violence in Nigeria: Country Report," Economic and Social Research Council, 1er janvier 2009, 16, disponible à : <http://www.securityanddevelopment.org/pdf/ESRC%20Nigeria%20Overview.pdf>.

⁸ "Osama Baby Craze Hits Nigeria," BBC, 3 janvier 2002.

⁹ Alao, 5.

¹⁰ Alex S. Wilner et Claire-Jehanne Dubouloz, "Homegrown Terrorism and Transformative Learning: An Interdisciplinary Approach to Understanding Radicalization," *Global Change, Peace and Security* 22, no 1 (Février 2010), 38.

¹¹ Richard A. Joseph, *Democracy and Prebendal Politics in Nigeria: The Rise and Fall of the Second Republic*, (Cambridge: Cambridge University Press, 1988), 43.

¹² Raul Caruso, "Youth Unemployment and Terrorism," dans 2012 *Global Terrorism Index: Capturing the Impact of Terrorism for the Last Decade*.

¹³ Hamisu Muhammad, "Nigeria's Oil Revenue Fell by N761BN in 2012—CBN," *Daily Trust* (Nigeria), 26 avril 2013.

¹⁴ Paul Rogers, *Nigeria: The Generic Context of the Boko Haram Violence*, Monthly Global Security Briefing, (Oxford: Oxford Research Group, 30 avril 2012), 4.

¹⁵ "Nigerian Youth Use Sports to Bridge Religious Divide," PBS NewsHour Extra, 26 mars 2010, disponible à : <http://www.pbs.org/newshour/extra/speakout/world/jan-june10/nigeria_03-26.html>.

¹⁶ *Tackling Extremism: De-Radicalisation and Disengagement, Policy Briefing* (Londres: Institute for Strategic Dialogue, Londres, 2012), 20.

¹⁷ Abdullah F. Ansary, "Combating Extremism: A Brief Overview of Saudi Arabia's Approach," *Middle East Policy* 15, No 2 (Été 2008).

¹⁸ Peter R. Newmann, *Prisons and Terrorism: Radicalisation and De-radicalisation in 15 Countries* (Londres: The International Centre for the Study of Radicalisation and Political Violence, 2010), 47.

CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Directeur intérimaire :

Michael E. Garrison
National Defense University
300 Fifth Avenue, Building 21
Fort McNair
Washington, DC 20319-5066
Téléphone: + 1 202 685-7300
Site Internet: www.africacenter.org

BUREAU RÉGIONAL DU CESA À DAKAR

Directeur régional :
Gerald Lefler
Téléphone: 221 33 869 61 58
Courriel: Gerald.Lefler@ndu.edu

BUREAU RÉGIONAL DU CESA À ADDIS-ABEBA

Directeur régional :
Brad Anderson
Téléphone: 251 11 130 6683
Courriel: AndersonBG@state.gov

BULLETINS DE LA SÉCURITÉ AFRICAINE

Directeur de la recherche :
Joseph Siegle, Ph.D.
Téléphone: + 1 202 685-6808
Courriel: Sieglej@ndu.edu

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) soutient l'élaboration de politiques stratégiques des États-Unis envers l'Afrique en offrant des programmes d'enseignement de qualité, en effectuant des recherches et analyses au sujet des politiques et en favorisant la prise de conscience et le dialogue sur les priorités stratégiques des États-Unis et les questions relatives à la sécurité de l'Afrique. Dans cette optique, le CESA est résolu à établir des réseaux de dirigeants civils et militaires africains, américains, européens et internationaux et à présenter les points de vue africains à l'intention des décideurs américains.



La série des Bulletins de la sécurité africaine expose les recherches et les analyses d'experts du CESA et de chercheurs extérieurs pour mieux faire comprendre les questions relatives à la sécurité de l'Afrique. Les opinions, conclusions et recommandations exprimées ou implicites sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du ministère de la Défense ou de tout autre organisme du gouvernement fédéral des États-Unis. Pour de plus amples renseignements sur le CESA, veuillez consulter le site Internet à : <http://www.africacenter.org>.

CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

<http://www.africacenter.org>
ISSN 2164-4292